



Déclarations et Discours

Nº 83/23

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE – MENACES CONTRE LA PAIX DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES ET INITIATIVES DE PAIX

Allocution de M. David Lee, représentant permanent adjoint du Canada auprès de l'organisation des Nations unies, à la 38^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York, le 10 novembre 1983.

Le Canada est gravement préoccupé par la violence déplorable qui sévit en Amérique Centrale et par toute la souffrance que celle-ci inflige aux populations de la région et ce, d'autant plus qu'il appartient au même hémisphère. Nous sommes consternés de voir que chacune des parties concernées se sert du droit international comme argument pour faire valoir sa position aussi bien sur la scène nationale qu'internationale.

Il est impossible de comprendre le remous politique qui agite le région, et encore plus de l'arrêter, en jetant le blâme uniquement sur la confrontation des idéologies liées aux intérêts des grandes puissances. Nous croyons que l'origine de la situation tragique que connaît l'Amérique Centrale réside dans une longue histoire de problèmes d'ordre politique, économique et social. La situation actuelle est le produit de la pauvreté, d'une distribution inégale de la richesse et de l'injustice sociale. L'instabilité se nourrit de la pauvreté et de l'injustice. Elle ouvre la porte aux rivalités Est-Ouest.

Par conséquent, lorsqu'on regarde l'Amérique Centrale d'aujourd'hui, on ne peut voir la région exclusivement au travers du prisme des rivalités Est-Ouest parce que ce n'est pas là l'origine du problème mais plutôt un symptôme de ce problème. De la même façon, on ne peut la regarder uniquement au travers du prisme des préoccupations d'ordre social et humanitaire parce qu'il est désormais évident que les rivalités Est-Ouest ont déjà pris racines dans la région. C'est là un fait regrettable que l'on ne peut ignorer. Cet état de choses devrait nous convaincre de l'urgente nécessité de prendre des mesures visant à éviter que la situation ne se détériore encore davantage.

L'organisation interne des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, quelle qu'elle soit, ne représente pas en tant que telle une menace pour la sécurité de l'hémisphère. Il n'y a véritable menace que lorsque ces pays adoptent des systèmes qui les lient de façon délibérée à des forces extérieures ou lorsqu'ils cherchent à promouvoir des objectifs à l'extérieur de leur territoire souverain en vue de déstabiliser leurs voisins. Le Canada n'a pas modifié ses programmes d'aide ou son soutien aux régimes qui ont décidé de changer d'idéologie politique.

L'escalade de la violence n'offre aucun espoir réel au peuple du Nicaragua ni aux peuples des pays voisins qui continuent à souffrir de ces courants de violence qui traversent les frontières.

Le gouvernement du Canada reconnaît que le Nicaragua est un État souverain qui a le droit de choisir son gouvernement. Cependant, nous sommes préoccupés par sa tendance croissante à l'autoritarisme. La menace qui pèse sur le bien-être du peuple nicaraguayen et la stabilité de la région, néanmoins, va bien

au-delà des effets internes de l'autoritarisme. La décision de ne pas suivre le non-alignement pourtant professé et de soutenir des rébellions dans des pays voisins ne fait qu'ajouter aux risques de violence et empêche tout progrès susceptible d'amener un changement pacifique. Pour le Canada, aucune idéologie ne justifie l'exportation de la violence ou l'usage de la violence pour promouvoir ou prévenir le changement.

Il ne peut y avoir de progrès économique et social en Amérique Centrale dans un contexte de confrontation militaire. Le Canada, par conséquent, a appuyé dès ses débuts l'initiative de paix régionale lancée par le Groupe de Contadora et continue de le faire. Cet effort entrepris par la Colombie, le Mexique, Panama et le Venezuela en vue de trouver des solutions régionales à des problèmes régionaux mérite le soutien de toutes les parties en cause et est tout à fait conforme à la Charte de l'ONU. Nous pensons qu'éventuellement un dialogue direct entre les parties intéressées devra venir compléter le processus de Contadora.

Malgré le progrès accompli récemment par le Groupe de Contadora et les cinq pays d'Amérique Centrale suite à l'adoption du document d'objectifs élaboré à Panama en septembre dernier, la situation en Amérique Centrale continue à être inquiétante.

Nous croyons que l'escalade peut être arrêtée et que la crise en Amérique Centrale ne doit pas mener inexorablement vers un plus grand danger politique. Nous croyons que les réactions sur le plan militaire et l'exportation de la violence ne serviront pas les intérêts des peuples d'Amérique Centrale, quelles que soient les orientations politiques de leurs dirigeants. De la même façon, une intervention étrangère de quelque partie que ce soit ne servira aucunement les objectifs de paix, de stabilité et de progrès économique et social. Si l'on ne fait pas de sérieux efforts pour amorcer le dialogue politique aussi bien au sein de chaque État qu'entre les différents États, si l'on opte pour les solutions militaires au lieu de promouvoir le changement économique et social, on aboutira, d'une part, à l'oppression politique, à une augmentation de la violence et à une aggravation de la misère au sein des États et, d'autre part, à une dangereuse confrontation pour l'ensemble des États de la région.

Le Canada est prêt à aider les parties à promouvoir et faciliter le dialogue politique. Nous ne chercherons pas à jouer un rôle direct dans la région tant que l'on ne nous demandera pas de le faire mais notre message pour tous ceux qui essaient de restaurer la paix dans la région est de renverser la tendance à l'escalade militaire de façon à ce que le progrès social et économique et l'exercice de la liberté ne soient pas étouffés. Nous croyons qu'une solution pacifique et durable ne peut se fonder que sur l'acceptation par toutes les parties concernées des principes du respect de la souveraineté, de la non-ingérence dans les affaires internes des États et du non-usage de la force dans les relations internationales, de même que sur la reconnaissance de la nécessité pour toutes les forces étrangères de se retirer.

En conclusion, je désire réaffirmer la volonté de mon pays d'appuyer fermement le Groupe de Contadora dans ses efforts et exprimer notre espoir sincère d'arriver à une solution politique négociée pour mettre un terme aux troubles politiques dont souffre l'Amérique Centrale depuis déjà trop longtemps.

S/C